
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 19/3 (1992)

DOI: 10.11588/fr.1992.3.57626

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Neubeginn bei Eisen und Stahl im Ruhrgebiet. Die Beziehungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern in der nordrhein-westfälischen Eisen- und Stahlindustrie 1945–1948, bearbeitet von Gabriele MÜLLER-LIST, Düsseldorf (Droste) 1990, 420 p. (Quellen zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 6).

Dans ses travaux précédents, Gabriele Müller-List s'était déjà intéressée à la loi de 1953 dans l'industrie minière et métallurgique. Elle précise maintenant ces recherches en étudiant les relations entre patrons et employés de l'industrie sidérurgique dans le land de Rhénanie du Nord-Palatinat, entre 1945 et 1948, donc pendant la période de l'occupation britannique de ce Land.

Le jeu particulièrement complexe opposant ou rassemblant occupants et occupés, travailleurs et patrons, syndicats et politiciens, autour des thèmes de la socialisation, de la décartellisation et de la cogestion paritaire, a été largement étudié par la recherche historique. L'accord est cependant loin d'exister sur les poids respectifs des différentes parties prenantes et les motifs profonds de l'action des uns et des autres.

Certains ont ainsi surestimé l'importance attachée à l'époque par les syndicats à la cogestion paritaire et attribué au Gouvernement militaire britannique l'impulsion décisive pour l'établissement de cette dernière. Les documents rassemblés ici par l'auteur montrent qu'en fait l'engagement des Britanniques dans le processus était bien moindre que celui du directeur allemand de l'administration séquestre, Dinkelbach. Celui-ci souhaitait au demeurant moins éviter les troubles sociaux que voir accepter, ou au moins tolérer par les syndicats, les plans de déconcentration au succès desquels il se sentait tenu vis-à-vis de l'occupant. Plus généralement c'est tout le problème du débat «restauration ou ordre nouveau» qui reçoit ici un nouvel éclairage.

Pour ses recherches, l'auteur s'est appuyée sur les archives de la Wirtschaftsvereinigung Eisen- und Stahlindustrie et de la Düsseldorfer Arbeitgeberverband der Eisen- und Metallindustrie, toutes deux accessibles pour la première fois. Les fonds d'archives de certaines entreprises – notamment Klöckner, Mannesmann et Thyssen – ont été également exploités.

Si la situation se révélait donc relativement favorable du côté des entreprises, compte tenu bien sûr des difficultés inhérentes à l'époque, en revanche les sources se sont révélées beaucoup plus restreintes du côté des syndicats et des conseils d'entreprise. Qu'elles aient été conservées en mains privées par les membres les plus importants ou simplement détruites, ce sont des pans entiers de l'histoire d'une firme qui ont quelquefois disparu. Il n'en est pas de même heureusement pour les papiers des administrateurs séquestres conservés aux archives de Coblenze.

L'introduction de 130 pages s'articule en deux parties. La première traite de la récréation et de la restructuration, ainsi que du fonctionnement des instances représentant syndicats et patrons dans la période de l'immédiat après-guerre. Quels étaient les intérêts spécifiques de l'un et l'autre groupe, s'il en existait de communs et quelle pouvait être leur influence exacte sur les comportements des parties en présence: telles sont quelques unes des questions primordiales que pose ici l'auteur.

La deuxième partie a trait au règlement concret des conflits d'intérêts entre les partenaires en présence et non plus seulement entre leurs représentants respectifs. C'est ici qu'est étudiée la complexe triade socialisation-cogestion-déconcentration dans le nouvel ordre économique.

Le choix de documents publiés s'étend tout naturellement d'avril 1945 à novembre 1948, date à laquelle s'établit un premier équilibre: les socialisations qui paraissaient impératives sont repoussées *sine die* et les grandes lignes de la cogestion sont déjà en place. Ces 113 documents, répertoriés dans un index, sont présentés avec une clarté qui en rend l'accès facile aux chercheurs.

Marie-France LUDMANN-OBIER, Strasbourg